

Mouvement social: *To be or not to be*

LUC VAN CAMPENHOUDT

Après la Seconde Guerre mondiale s'est assez vite consolidé, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, un régime politique et économique capable de rencontrer l'essentiel des attentes de la quasi-totalité de la population. La croissance économique et le progrès social allaient de pair, chaque pays maîtrisait relativement bien son destin. Certes, de fortes tensions politiques et sociales persistaient, mais les conflits ne remettaient pas fondamentalement en cause le cadre du système. Il s'agissait de l'aménager, de l'adapter, de le rééquilibrer au bénéfice de telle ou telle composante (les classes populaires, les laïcs, les Flamands...). Les projets les plus radicaux étaient portés par des groupuscules marginaux, tous traités d'extrémistes.

Aujourd'hui, chez nous et chez nos voisins directs, les demandes les plus radicales (changer le modèle de développement, s'affranchir du pouvoir de l'Europe, se replier sur ses frontières, scinder le pays en deux...) sont portées par des forces politiques et sociales qui ne sont plus marginales. Face aux désastres causés par le système financier international, le « peuple » se remet à bouger. Mais ce n'est plus exactement le même « peuple » et il marche divisé et en rangs désordonnés, derrière divers étendards. Celui des « Indignés » de voir une poignée de profiteurs se remplir très légalement les poches au nom de hautes responsabilités pitoyablement assumées. Celui d'une classe moyenne précarisée sinon paupérisée (comme en Grèce). Ceux, multiples, des identités nationales, régionales, communautaires ou religieuses. Notamment.

Dans le contexte ambiant de peur et d'incertitude, les modèles socio-économiques et politiques établis semblent avoir atteint leurs limites et les rapports de force se modifient rapidement. Des transformations politiques et sociales majeures sont envisagées, appelées de leurs vœux par certains et redoutées par d'autres. Les manifestations, émeutes et mouvements de révolte se multiplient. On entend reparler de mouvement social à large échelle, voire même de révolution.

C'est donc le moment d'examiner dans quelle mesure et à propos de quels enjeux sont remplies ou non chez nous les conditions d'une action collective de grande envergure, d'un mouvement social susceptible de changer en profondeur la société, auquel se raccrocheraient de multiples organisations, groupes de pression, associations, voire même partis politiques¹.

Certaines conditions, qui pèsent lourd, sont d'ordre politique : une crise de régime, une faible capacité de l'État à réprimer les actions qui le remettent en question, le poids de puissances extérieures dans la politique nationale (des États étrangers, un pouvoir supranational, des puissances économiques...), une scission forte dans le corps politique et l'essor de candidats au pouvoir crédibles qui prétendent gouverner de manière alternative et parviennent à susciter l'adhésion d'une large partie de la population.

D'autres conditions d'émergence d'un mouvement social sont d'ordre culturel comme le sentiment que certaines identités collectives fortes sont menacées ou pas assez prises en compte par l'État et par certaines mesures politiques, des griefs soudainement infligés à la population et qui accroissent un sentiment d'injustice.

D'autres conditions sont d'ordre économique : non pas, comme on serait tenté de le croire, les difficultés économiques, en tant que telles, d'une partie croissante de la population, mais plutôt le sentiment d'une amélioration possible de la situation si les affaires collectives étaient gérées plus efficacement et plus justement, et encore l'écart croissant entre les mesures que le gouvernement impose aux catégories les mieux organisées de la société et les moyens dont il dispose pour exiger l'application de ces mesures.

Aussi nombreuses soient-elles, ces conditions ne se concrétisent pas forcément dans une action collective d'envergure. Encore faut-il une capacité d'organisation et d'action qui n'est possible qu'en s'appuyant sur des structures existantes expérimentées, comme des organisations sociales, économiques, culturelles et politiques, qu'il n'y ait pas trop de conflits entre solidarités concurrentes (par

¹ On se base ici sur les principales conclusions des travaux de quelques-uns des meilleurs spécialistes de sociologie politique qui ont synthétisé les connaissances sur l'émergence des mouvements sociaux et politiques capables d'entraîner des changements majeurs et structurels de la société, en particulier : McAdam D., McCarthy J.D., Zald M.N., *Social Movements*, dans Smelser (dir.), *Handbook of Sociology*, Newsbury Park & Sage, 1988 et Tilly Ch., *Les révolutions européennes 1492-1992*, Seuil, 1993. La prudence n'en est pas moins de mise, et ces auteurs y insistent. Chaque action collective est singulière, produite par une multitude d'actions humaines qui s'inscrivent chacune dans un contexte spécifique. Mais ces actions sont partiellement déterminées par la structure des rapports sociaux et politiques dans lesquels elles se réalisent et dont elles participent, de sorte que certaines conditions structurelles analogues peuvent être repérées dans des situations historiques différentes.

exemple entre appartenance communautaire et solidarité de classe), que de nombreux représentants des élites, notamment intellectuelles, soutiennent le mouvement et que des leaders charismatiques incontestés se révèlent. Encore et surtout faut-il qu'essaiment, dans l'ensemble du tissu social, de multiples « microcontextes de mobilisation » où de nombreuses personnes peuvent trouver les cadres idéologiques, les motivations psychologiques et les solidarités nécessaires à leur participation à une action collective.

Cet exposé sommaire et inévitablement réducteur suffit à montrer que pour l'essentiel, le seul mouvement nationaliste flamand remplit très largement les conditions d'un mouvement capable de transformer en profondeur la société, belge en l'occurrence. Tout y est ou presque, surtout dans les registres politique et culturel, d'autant plus que ce mouvement plonge ses robustes racines dans un déjà long passé et que son enjeu peut se maîtriser à l'intérieur du périmètre de l'actuel État-nation. L'enjeu est clair. L'adversaire (francophone et belge) est directement accessible et ne se dilue pas dans les brumes réticulaires de la mondialisation. Le Sujet du mouvement a une identité fière².

En revanche, on en est loin pour ce qui concerne les enjeux socioéconomiques. Le fait qu'ils soient considérés aujourd'hui comme essentiels pour le sort des gens ne change rien à la réalité crue des processus sociologiques. C'est pourquoi, concernant ces enjeux, il faut sans doute s'attendre plutôt à des actions éclatées et peu coordonnées, désespérées et violentes parfois, sans relais politiques substantiels, plus défensives que capables de se fédérer dans un mouvement d'envergure porteur d'un vrai projet de développement, avec pour corolaire une césure de plus en plus profonde entre ces révoltes et les organisations sociales reconnues. On entre ici dans la problématique, à peine explorée et plus spéculative, des mouvements sociaux postnationaux.

La population francophone doit comprendre que la main n'est plus que très partiellement chez ses politiques. Le destin du système politique dépend essentiellement du nord du pays. Le sort du système socioéconomique dépend essentiellement de puissances économiques et politiques étrangères ou supranationales. Dès lors, l'espoir d'un changement radical dépend plus d'une dynamique d'action collective à large échelle que de projets politiques. Mais pour quoi faire? Contre quoi et qui? Avec qui et au nom de qui?

« To be or not to be, that is the question. » ■

² On pense ici à la manière d'Alain Touraine pour qui un mouvement social structuré suppose un triple principe de totalité (une définition claire de l'enjeu), d'identité et d'opposition.